



# Fiche complémentaire à la déclaration d'un accueil de scoutisme



N° 12768\*01

Annexe C.III

Arrêté du 22 septembre 2006

pris en application de l'article R. 227-2 du code de l'action sociale et des familles

Cadre réservé à l'administration

Date de dépôt de la déclaration : \_\_\_/\_\_\_/\_\_\_ N° d'enregistrement de l'accueil : .....

Déclaration trimestrielle N° d'organisateur : .....

Déclaration d'un hébergement supérieur à 3 nuits  Plan de situation du camp joint

## Association nationale agréée

Nom de l'association : .....

## Période

du ..... au .....

## Type d'activités

Trimestrielles sans hébergement et avec hébergement d'une durée de 1 à 3 nuits

Avec hébergement d'une durée supérieure à 3 nuits (camp)

## Mineurs accueillis

Total = ..... Moins de 6 ans = ..... 6 à 11 ans = ..... 12 à 17 ans = .....

## Déclarant

Nom du groupe : .....

M<sup>me</sup>  M<sup>lle</sup>  M

Fonction : .....

Nom de naissance : ..... Prénom : .....

Nom d'usage : .....

Lieu de naissance : ..... Date de naissance : \_\_\_/\_\_\_/\_\_\_

Je soussigné(e) ..... déclare sur l'honneur :

- la sincérité des renseignements portés sur ce formulaire,
- avoir vérifié avant le début de l'accueil que les personnes appelées, à quelque titre que ce soit, à prendre part à un accueil de mineurs n'ont pas fait l'objet d'une mesure administrative prise en application des articles L. 227-10 et L. 227-11 du code de l'action sociale et des familles,
- avoir pris connaissance du contenu de l'extrait de casier judiciaire (bulletin n° 3) les concernant, sans préjudice des vérifications réalisées par le représentant de l'Etat dans le département, au titre de l'article L. 133-6 du code de l'action sociale et des familles.

Cachet  
(personne morale)

Fait le \_\_\_/\_\_\_/\_\_\_ à .....  
Signature (précédée de la mention manuscrite "certifié exact")

## Validation interne au mouvement (facultatif, en fonction de l'association)

Fait le \_\_\_/\_\_\_/\_\_\_ à .....  
Signature

## Personne à joindre sur place en cas d'urgence

Nom : ..... Prénom : .....

Téléphone : ..... Portable : ..... Télécopie : .....

Adresse électronique : .....

Les déclarations mensongères sont passibles de sanctions pénales (article 441-6 du code pénal).  
Les informations données peuvent faire l'objet d'un traitement informatisé ; les droits d'accès et le droit de rectification doivent être effectués auprès de la direction départementale de la jeunesse et des sports du lieu de déclaration.

